

« Au PS, je dis : stop à l'insulte ! »

MAJORITÉ Denis Ducarme défend la suédoise « sociale », et charge PS, FDF, Ecolo

► Social, sécurité, intégration : le chef de groupe MR à la Chambre voit un gouvernement « social » et « enfin débarrassé de la gauche ».

► Au PS, il lance : « Stop à votre politique de caniveau ! »

► Olivier Maingain (FDF) et Jean-Marc Nolle (Ecolo) ne sont pas épargnés.

ENTRETIEN

Chef de groupe MR à la Chambre, Denis Ducarme positionne son parti après quatre mois de suédoise, et dans la tourmente des « affaires » Kubla et De Decker. La meilleure défense est l'attaque ? Affirmatif. Accrochez-vous...

Le gouvernement est montré du doigt pour une série de mesures jugées « anti-sociales » : saut d'index, disponibilité des prépensionnés sur le marché du travail, etc. Il se déporte à droite, la N-VA donne le ton.

Tout faux !

La volonté sociale du gouvernement ne fait pas de doute. Le dossier des prépensions est l'objet de discussions au groupe des dix, entre partenaires sociaux, nous sommes à l'écoute ; quant au saut d'index, qui n'aura pas lieu cette année, il est compensé en pouvoir d'achat. Je pense aux 127 millions d'euros pour les bas salaires, les allocations sociales, les petites pensions, ainsi qu'aux 900 millions d'augmentation des frais forfaitaires, dans les fiches de paie en janvier déjà. Alors, oui, le PS fait une caricature du gouvernement. Mais la vérité, c'est que c'est un gouvernement social, avec un MR attaché à son libéralisme social.

« Libéralisme social » ? C'est le FDF qui s'en revendique maintenant, il vise un changement de nom, et rejette le MR à

droite.

Qui est l'inventeur du libéralisme social ? Louis Michel. Il faudra qu'ils paient des droits ! Ou alors c'est le signe qu'ils veulent nous rejoindre, notez. Sérieusement, le FDF ? Un parti dans la roue du PS. A la botte.

Reste que la « paix sociale » est très fragile, on sent les syndicats à nouveau sur le pied de guerre.

Après ce que nous avons vécu fin 2014, certains n'imaginaient pas que l'on puisse se retrouver dans un contexte apaisé comme celui-ci, parce que c'est un « sale gouvernement de droite », n'est-ce pas ? Le PS ne se prive pas. On ne peut que constater l'évolution positive, et pour les revendications, je l'ai dit, nous ne sommes pas sourds, je pense aux prépensionnés. Je n'ai pas à adopter des positions anti-syndicales.

Anti-socialistes en revanche... Vous ne les lâchez pas.

Le PS rêve que se reproduise la séquence de l'hiver 2014. Ils ne supportent pas ce qui leur est arrivé. Ils en sont malades. J'ai lu qu'ils allaient discuter de leurs idées pendant quinze mois, c'est dire comme ils sont mal.

Mais c'est le temps pour un débat militant.

Oui, oh !, c'est juste le signe qu'ils sont mal.

Ils contestent aussi les mesures gouvernementales pied à pied, dans leur contenu.

Oui, mais il y a un problème à tous les coups dans la tonalité. Il y a des dérapages en production industrielle. Je lisais dans vos colonnes que le Parlement était « asphyxié »... Laurette Onkelinx ! C'est eux qui

l'asphyxient. Qui en font les jeux du cirque. Ils ont été habitués à imposer leurs propositions. Pendant un quart de siècle. C'est fini, ça ne marche plus, et ils sont tellement frustrés, pas tous, mais une partie, qu'ils en deviennent d'une

agressivité empêchant tout débat.

Qu'ils continuent, ils se tirent une balle dans le pied. Qu'ils dérapent !

Tous ces « dérapages » ! A quoi faites-vous allusion ?

Quand ce n'est pas les « relents racistes du MR » par Rachid Madrane, c'est la comparaison avec le nazisme de Rudi Vervoort, et c'est Laurette Onkelinx qui répète en radio que, bien sûr, il y a des « relents racistes » au MR...

La formule « relents racistes » renvoie au fait que certains au MR, après les attentats, ont évoqué tout de suite l'« échec » de l'intégration, ce qui pointe une communauté, par amalgame. C'est un débat de fond, ça.

Se rend-on compte qu'on a trop longtemps laissé la porte ouverte au radicalisme ? Non, on en a assez des insultes !

Richard Miller a donné du « national-socialiste » au PS !

Quand on est libéral de gauche comme lui, se faire traiter de raciste et quasiment de nazi, c'est trop. Je dis au PS : stop aux insultes. Stop à votre politique de caniveau !

Comme vous y allez...

Nous en avons assez, nous, démocrates-réformateurs, de voir un PS frustré s'essuyer les

chaussures crottées sur notre dos en nous traitant de racistes... Prenez l'intégration : sachez que nous organisons lundi, au MR, les premières auditions de nos « assises de l'interculturalité », que je présiderai, et j'ai tenu à accueillir en premier le président de l'exécutif musulman, M. Smaïli, car nous avons besoin de voir les acteurs se réconcilier autour de valeurs communes. Les musulmans sont nos meilleurs alliés contre l'islamisme. On est loin de la caricature ! Même chose sur la politique de sécurité...

Là, tout le monde n'est pas d'accord au gouvernement, pas même au MR, par exemple sur

la présence des militaires en rue.

On va continuer à rattraper le retard que la gauche nous a fait prendre dans tous ces domaines : sécurité, prévention, intégration. Ils nous ont fait perdre dix ans. Nous allons plus loin et plus fort que cela n'a jamais été le cas, car nous étions retenus par la gauche. Il y a deux ans, Laurette Onkelinx comparait les départs en Syrie à la guerre d'Espagne... Voilà ce qu'on devait gérer. Non, les 300 militaires en rue continueront à protéger les cibles potentielles. Je sens une adhésion forte dans la population.

Autre sujet polémique pour la suédoise : la sécurité nucléaire. Les failles dans nos centrales. Le gouvernement ne bouge pas, Jean-Marc Nolle mobilise.

C'est irresponsable de faire peur aux gens sur des dossiers comme ceux-là !

Il se base sur des informations, son but n'est pas la peur...

Honnêtement je ne sais pas. Ça lui plaît de foutre le feu. De faire peur aux gens. C'est comme ça qu'il fonctionne. Je le connais un peu. On est de la même circonscription.

Ecolo, FDF, PS... : personne ne trouve grâce à vos yeux ! Peut-être le CDH ?

Oui. Sur un certain nombre de dossiers, il y a des ponts avec eux. Les parlementaires CDH sont plus constructifs, on n'est pas dans l'anathème.

Cela dit, Benoît Lutgen n'est pas tendre avec vous...

Lutgen n'est pas un parlementaire actif, c'est un président de parti qui vient le jeudi à la Chambre. Moi je parle des parlementaires qui travaillent. Certains regrettent la précipitation de Lutgen à avoir dit non à la suédoise. Car ils savent que ce gouvernement va enfin nous permettre de réaliser les réformes nécessaires. On attendait ça. Sans la gauche. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

ANALYSE

Contre-attaque

Denis Ducarme, voltigeur du MR. Le chef de groupe libéral réformateur à la Chambre est envoyé au combat par son président de parti et, on présume, son Premier ministre, pour bastonner le PS, sans oublier le FDF et Ecolo, parce que, plus ou moins durement, tous taxent d'« anti-sociale » la suédoise, décrivent un MR qui se déporte à droite sous l'effet de la N-VA (et du VLD), et que, quatre mois après l'installation du gouvernement d'un nouveau type, tout cela commence peut-être à faire mouche. Mieux vaut prévenir. Ajoutez les « affaires » Kubla et De

Decker : le contre-feu était tout indiqué, il l'est plus encore. Alors, Denis Ducarme y va. Remplace le curseur. Livre la philosophie MR de la suédoise : « *Jamais nous n'aurons été dans un gouvernement qui soit aussi proche que cela de notre nom, le Mouvement réformateur, qui traduit la volonté qui était celle de mon père* (NDLR : Daniel Ducarme avait lancé le MR en 2002, succédant au PRL-FDF-MCC). *Maintenant, nous pouvons le faire, les freins n'existent plus, la gauche n'est plus là, on peut avancer. Le moment est essentiel : pour la première fois depuis 25 ans, nous pourrions faire la démonstration de ce que nous voulons pour ce pays, sans les boulets socialistes. Le cap est clair. Nous*

serons jugés sur pièce. » Denis Ducarme n'oublie pas de camper au passage un groupe parlementaire ordonné, nous dit-il, appliqué à produire sa part de propositions de lois : lutte contre le dumping social (David Carnival) ; réduction fiscale pour les frais de garde d'enfants atteints d'un handicap (Emmanuel Burton et Gilles Foret) ; soutien à l'investissement culturel (Richard Miller, Benoît Piedbœuf, Vincent Scourneau)... Un groupe libéral animé de bonnes intentions pour une opposition revancharde et idéologique. CQFD. Et Denis Ducarme de démontrer-cogner ! L'on pressent que tout cela ne restera pas sans réaction.

D.CI

« Serge Kubla ? Je n'aime pas la pendaison médiatique ! »

L'« affaire » Kubla, coup dur pour le MR...

Écoutez, c'est un peu perturbant, voilà. Mais je n'aime pas la justice médiatique, la pendaison médiatique telle qu'elle s'organise. Que la justice fasse son travail. Sur le plan politique, notre président a eu la réaction qui s'imposait.

Vous parlez de « justice médiatique », mais justement, Olivier Chastel, qui avait réclamé la démission de Kubla

sans référence dans un premier temps à la présomption d'innocence, fait un peu dans la « justice politique », non ?

Mais telle qu'elle évolue dans notre système de justice médiatique, la présomp-

tion d'innocence est « baquée », vous le savez, et le président du MR a juste voulu se donner tous les moyens de travailler en toute sérénité en politique, sans être la cible d'attaques, il a donc fait ce qu'il fallait faire. Il y a une pendaison publique, on essaie de toucher le MR à travers quelqu'un qui a été une personnalité importante du parti même s'il n'est plus au premier rang... Olivier Chastel a agi de façon à ce que, au niveau du MR, nous ne soyons pas perturbés par ce genre d'affaire.

Quant à Armand De Decker ? Willy Borsus a déclaré, sur la Première (RTBF) vendredi que, si ses maxi-émo-

luments devaient se vérifier, ça pourrait poser problème au MR...

Je ne vais pas commenter une question qui ne se pose pas. Il n'y a aucune procédure judiciaire. J'en reste là.

Le MR est atteint ? Déstabilisé ?

Pas du tout. Cela n'a aucune répercussion sur l'action du gouvernement, et c'est bien l'essentiel pour nous. Le travail parlementaire se poursuit lui aussi. Que la justice fasse son travail, et si des personnes, de n'importe quel parti, ont eu des comportements illicites, elles doivent être sanctionnées. ■

Propos recueillis par
D.CI